



**N° 2025 -BU-132**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-cinq, le Jeudi 27 Novembre à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT, Président.

**Présents :**

Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Serge DUCREUZOT, David BONGARD, Michel MARIE, Serge CAILLOT, Michel MULOT, Dominique STRIESKA, Jean-Christophe SAVE, Pierre TISSIER-MARLOT

**Absents excusés :** Jean-Paul LAMBOURG, Marie-Claire RANVIER

**Étaient également présents :** Maëlle GRANGEON, DGS.

**Secrétaire de séance :** Michel MULOT

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 11
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 11

\*\*\*\*\*

**Economie**

**Demande d'avis pour l'augmentation des capacités de broyage de pneumatiques à  
Cercy La Tour au profit de la société TC ENVIRONNEMENT** **N°2025-BU-132**

Monsieur le Président explique que la société TC ENVIRONNEMENT, filiale de l'entreprise TC-TRANSPORTS, a déposé auprès de la préfecture de la Nièvre (pôle des politiques publiques – section environnement) une demande d'autorisation environnementale visant à augmenter la capacité de broyage de pneumatiques sur la commune de Cercy-la-Tour.

Le site concerné s'étend sur une superficie d'environ 4,7 hectares, répartis sur les parcelles cadastrées D 946 (17 162 m<sup>2</sup>), D 920 (17 000 m<sup>2</sup>) et D 92 (13 004 m<sup>2</sup>) sur une surface totale de 27 972 m<sup>2</sup>). Ces terrains sont situés en partie sur l'emprise de zones d'activités économiques préalablement définies par la Communauté de communes, dont TC ENVIRONNEMENT est propriétaire.

L'augmentation de la capacité de broyage, d'une quantité actuellement autorisée inférieure à 10 tonnes/jour, à 70 tonnes/jour (50 tonnes/jour en moyenne) constitue l'élément principal du projet de modification de la plateforme. Ce qui conduit un dépassement du seuil de l'autorisation relatif à la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).

Dans le dossier de demande d'autorisation environnementale il est indiqué que le projet n'engendre aucune modification notable du site, de son organisation ou des équipements utilisés (conservation du broyeur existant).

.../...

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20251127-2025\_BU\_132-DE



Cette entreprise locale est implantée sur le territoire depuis 1981 et la collecte des pneus s'effectue sur cinq (05) départements : la Nièvre, la Saône-et-Loire, la Côte-d'Or, le Cher et l'Allier.

À l'échelle locale, cette initiative contribue à la promotion de l'économie circulaire et au développement économique du territoire, notamment par la création d'emplois et le versement de taxes locales.

Toutefois, ce projet est soumis à une autorisation environnementale, dans la mesure où il relève du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, un projet est classé ICPE lorsqu'il :

- Présente des dangers ou inconvénients graves pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ;
- Nécessite la mise en place de prescriptions particulières.

A cet effet, une enquête publique s'est donc tenue du 21 octobre au 20 novembre à Cercy-la-Tour afin de recueillir les observations du public.

**Par courrier, le conseil communautaire est ainsi invité à se prononcer sur ce projet d'augmentation de la capacité de broyage porté par cette entreprise locale dont la capacité initiale est de 10 tonnes par jour pour une production de 70 tonnes par jour.**

**Or, le délai maximum pour l'avis de la CCBLM est 15 jours après la clôture de l'enquête publique soit le 5 décembre (avant la réunion du conseil communautaire).**

**Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, émet un avis favorable à cette demande.**

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20251127-2025\_BU\_132-DE

**S<sup>2</sup>LO**

**Le Secrétaire de Séance,  
Michel MULOT.**



**Pour copie certifiée conforme,  
Fait à Moulins-Engilbert,  
Le 27 Novembre 2025**

**Le Président,  
Serge CAILLOT.**